

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE QUÉBEC

ACTION COLLECTIVE  
COUR SUPÉRIEURE  
(Chambre civile)

NO :

---

**MARCEL GAGNON**, résidant et domicilié  
au 27, rue Hanson, Gatineau province de  
Québec, J8Y 3M4, district de Gatineau,

Requérant

C/

**STATION MONT-SAINTE-ANNE INC.**,  
personne morale ayant son siège au  
2000, boulevard du Beau-Pré, Beaupré,  
district de Québec, G0A 1E0, district  
judiciaire de Québec,

Intimée

---

**DEMANDE POUR AUTORISATION D'EXERCER UNE ACTION COLLECTIVE  
ET POUR ÊTRE DÉSIGNÉ REPRÉSENTANT**  
(Art. 574 C.p.c.)

---

**LE REQUÉRANT EXPOSE CE QUI SUIT:**

1. Le Requérant recherche une compensation financière, personnellement et pour les membres du groupe ci-après décrit, pour les dommages causés suite au dysfonctionnement de la remontée mécanique de type télécabine opérée par l'Intimé survenu le 20 février 2020, vers 10h00;
2. Le Requérant désire exercer une action collective contre l'Intimée pour le compte des personnes physiques faisant partie du groupe ci-après décrit, dont il est lui-même membre, à savoir :

*Toute personne qui, le 20 février 2020, était à bord de la remontée mécanique de type télécabine de la station de ski Mont-Sainte-Anne au moment où celle-ci s'est anormalement et brusquement arrêtée.*

**I. Description sommaire des parties****M. Marcel Gagnon**

3. Le Requérant, M Marcel Gagnon habite Gatineau. Traducteur agréé, il était âgé de 62 ans au moment des faits en litige;

**Station Mont-Sainte-Anne inc.**

4. L'intimée, Station Mont-Sainte-Anne inc., exploite une station de ski, tel qu'il appert d'un État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises, **pièce R-1**;
5. Cette station de ski est ouverte et accessible au public;
6. Dans le cadre de l'exploitation de cette station de ski, l'intimée opère une remontée mécanique de type télécabine, connue sous le nom des « Gondoles »;
7. Cette remontée comporte 80 cabines ayant chacune une capacité de huit passagers;

**Les faits**

8. Le jeudi 20 février 2020, vers 10h00, sous une météo favorable, la remontée mécanique de type télécabine opérée par l'Intimée s'est violemment arrêtée;
9. Aucun avertissement n'a précédé cet arrêt;
10. Sous l'impact de cet arrêt brusque, les cabines ont pivoté sur leur point d'ancrage;
11. Plusieurs cabines ont été projetées sur les câbles, poulies et poteaux de la remontée;
12. Le plancher de plusieurs cabines s'est retrouvé à la verticale;
13. Les cabines ont ensuite fortement oscillé pendant d'interminables secondes;
14. Les vitres de plusieurs télécabines ont été fracassées;
15. Le matériel de ski accroché à l'extérieur des cabines a été projeté au sol;
16. Les passagers ont été violemment projetés les uns sur les autres et sur les parois des cabines;
17. Plusieurs membres du groupe ont été blessés, certains très sérieusement;
18. Au moins un membre du groupe a été projeté à l'extérieur de la cabine, mais a pu être retenu *in extremis* avec l'aide de ses compagnons d'infortune;

19. Par la suite, les membres du groupe ont été évacués;
20. 21 membres du groupe ont immédiatement été conduits à l'hôpital;
21. Les membres du groupe ont subi d'importants dommages découlant de cet événement, tel que plus amplement expliqué ci-après;

## **II. La responsabilité de l'Intimée**

22. L'Intimée, en tant que gardienne et propriétaire de la remontée mécanique, est tenue de réparer les dommages causés par le fait autonome de ce bien, tel que prévu à l'article 1465 du Code civil du Québec;
23. L'Intimée a fait défaut de respecter son obligation de sécurité à l'égard des usagers de la remontée mécanique;
24. L'intimée a l'obligation d'entretenir et d'inspecter la station de ski, y compris la remontée mécanique, et est responsable des dommages qui découlent d'un défaut d'entretien;
25. La situation survenue le 20 février 2020 est anormale et intrinsèquement dangereuse;
26. Le Requérent et les membres du groupe ne pouvaient se prémunir de la situation;
27. Cette situation constituait un piège;
28. L'Intimée est responsable de ses fautes personnelles et, à titre de commettant, responsable des fautes commises par ses préposés;
29. L'Intimée est responsable de tous les dommages ci-après décrits;

## **III. Les dommages de M. Marcel Gagnon**

30. M. Gagnon était dans une télécabine, accompagné de 7 autres personnes;
31. Il a subi de nombreux impacts, dont plusieurs à la tête;
32. Il présente toujours une douleur à la tête, aux côtes et au cou;
33. Il a subi une entorse cervicale;
34. M. Gagnon n'a jamais eu aussi peur;
35. Lorsque la vitre de sa cabine a chuté, il a cru mourir;
36. M. Gagnon a ensuite été transporté à l'Hôpital Chauveau;

37. M. Gagnon a également subi des dommages matériels à son équipement, principalement à son casque;
38. La journée de ski de M. Gagnon s'est transformée en cauchemar;

**IV. La réclamation de M. Gagnon**

39. En conséquence, M. Gagnon est en droit de réclamer les dommages suivants, sauf à parfaire :

1. *Dommages non pécuniaires* : .....20 000,00 \$

2. *Dommages matériels et débours divers*: .....2 000,00 \$

**V. Les dommages des autres membres du groupe**

40. Les membres du groupe ont tous subis une situation traumatisante emportant un stress intense;
41. Ce qui devait être une journée de sport et de détente s'est transformée en cauchemar;
42. De plus, une proportion des membres du groupe a souffert d'un ou plusieurs des dommages suivants : choc nerveux, fractures aux membres ou aux vertèbres, ecchymoses, commotions cérébrales, pertes de conscience, entorses, nausées;
43. La plupart des membres du groupe ont subi des dommages matériels, de l'équipement ayant été endommagé;
44. Les membres du groupe sont en droit d'obtenir remboursement de leur journée de ski, qui a été perdue;
45. 12 membres du groupe ont été transportés à l'hôpital par ambulance et 9 autres par autobus;
46. Plusieurs membres du groupe doivent consulter afin de recevoir les soins requis par leur état de santé, ce qui entraîne des déboursés et des frais de déplacement importants;
47. Plusieurs ont dû et devront encourir des déboursés tels des frais de transport, de consultation ou de médication;
48. Plusieurs membres du groupe ont subi et subiront une perte de gains et de capacité de gains;
49. Considérant ce qui précède, les membres du groupe ont droit d'être indemnisés intégralement pour les dommages dont l'intimée est responsable;

50. Au moment de rédiger les présentes, les dommages des membres du groupe ne sont pas entièrement consolidés et sont susceptibles d'évoluer péjorativement et ainsi, le Requéran demandeur que leurs recours soient réservés pour une période de 3 ans à compter du jugement à intervenir.

**VI. Les critères justifiant l'autorisation de l'action collective**

**Les demandes des membres soulèvent des questions de droit ou de fait identiques, similaires ou connexes**

51. Les questions de fait ou de droit reliant chaque membre du groupe à l'Intimée, que le Requéran entend faire trancher par l'action collective, sont identiques, similaires ou connexes, en ce que :
- 51.1 Les questions relatives aux fautes et à la responsabilité de l'Intimée sont identiques pour tous les membres du groupe;
  - 51.2 Les questions relatives au lien de causalité entre les fautes commises par l'Intimée, le dysfonctionnement de son matériel et les dommages subis par les membres du groupe sont identiques pour tous les membres du groupe;
  - 51.3 Les questions relatives à l'évaluation des dommages de chacun des membres du groupe sont similaires, car plusieurs membres du groupe ont subi des dommages similaires;

**Les faits allégués justifient les conclusions recherchées**

52. La preuve que le Requéran entend administrer démontrant la responsabilité de l'Intimée justifie les conclusions en dommages-intérêts recherchées afin de compenser intégralement les membres du groupe;

**La composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des règles sur le mandat d'ester en justice pour le compte d'autrui ou sur la jonction d'instance**

53. La composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 91 et 143 du *Code de procédure civile*, car :
- 53.1 Les membres du groupe sont très nombreux, ceux-ci étant plusieurs centaines;
  - 53.2 Les membres du groupe ne sont pas tous connus du Requéran;
  - 53.3 Les règles du mandat ou de la jonction de l'instance seraient difficilement applicables en pratique et une administration efficace de la justice commande l'utilisation de la voie procédurale de l'action collective;

- 53.4 L'Intimée est déjà au courant de tous sinon de la plupart des faits, et peut et doit fournir les précisions à cet égard, et leur obligation légale de collaboration et de divulgation bénéficierait à l'ensemble des membres du groupe à moindre coût tout en alléguant toute l'administration judiciaire, le tout en respect du principe de proportionnalité;

**Le Requéran est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres du groupe**

54. Le Requéran demande que le statut de représentant lui soit attribué;
55. Le Requéran est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres car :
- 55.1 Il est lui-même membre du groupe et a subi des conséquences dont l'Intimée est responsable, tel que plus amplement décrit à la présente demande;
- 55.2 Il a communiqué avec d'autres membres du groupe préalablement à la présentation de la présente demande, bien que cela soit ardu dans les circonstances;
- 55.3 Il a ensuite mandaté un cabinet d'avocats ayant une expérience reconnue en matière de réclamation pour blessures corporelles et d'action collective afin de connaître et présenter ses droits et ceux des membres du groupe;
- 55.4 Il est prêt à assumer les charges et les responsabilités inhérentes au statut de représentant;
56. Considérant ce qui précède, il est opportun d'autoriser l'exercice d'une action collective pour le compte des membres du groupe;

**Les questions en litige**

57. Les questions de fait et de droit identiques, similaires ou connexes reliant chaque membre du groupe à l'Intimée, que le Requéran entend faire trancher par l'action collective, sont:
- *L'Intimée a-t-elle causé des dommages aux membres du groupe suite au dysfonctionnement de la remontée mécanique de type télécabine opérée par elle survenu le 20 février 2020, vers 10h00 ?*
  - *L'intimée est-elle responsable de ces dommages?*
58. La question de fait et de droit particulière à chacun des membres consiste en :
- *Quelle est la valeur des dommages causés à chaque membre du groupe?*

59. La nature de l'action que le Requéant entend exercer pour le compte des membres du groupe est :

- Dommages-intérêts;

#### **Les conclusions recherchées**

60. Les conclusions au fond que le Requéant recherche sont :

**ACCUEILLIR** l'action en dommages-intérêts du Requéant et de chacun des membres du groupe;

**DÉCLARER** l'Intimée responsables des dommages subis par le Requéant et chacun des membres du groupe;

**CONDAMNER** l'Intimée à payer à M. Marcel Gagnon la somme de 22 000,00 \$ avec intérêts et indemnité additionnelle à compter de l'assignation;

**CONDAMNER** l'Intimée à indemniser les membres du groupe pour les dommages subis avec intérêts et indemnité additionnelle à compter de l'assignation;

**RÉSERVER** le droit pour chacun des membres de réclamer des dommages additionnels dans les trois ans du jugement final à intervenir;

**LE TOUT** avec frais de justice, y compris les frais d'expertise, tant pour la préparation du rapport que l'assistance à la Cour, ainsi que les frais d'avis;

#### **Divers**

61. Le Requéant propose que l'action collective soit exercée devant la Cour supérieure siégeant dans le district de Québec pour les raisons suivantes :

61.1 L'Intimée y a son siège social;

61.2 La vaste majorité des témoins résident dans ce district;

61.3 Toute la cause d'action a eu lieu dans ce district;

62. Un projet d'avis aux membres est produit au soutien de la présente demande, **pièce R-2**;

63. Aucune autre demande pour autorisation de l'action collective portant en tout ou en partie sur le même objet n'a été présentée devant la Cour supérieure;

64. La présente demande ne constitue pas, ni pour le Requéant, ni pour les membres du groupe, une renonciation à la protection de la vie privée prévue par la *Charte québécoise des droits et liberté*, le *Code civile du Québec* et la

*Loi sur les services de santé et les services sociaux, et par conséquent, tout dossier, quel qu'il soit, demeure inaccessible et secret. Pour toute demande concernant l'accès aux dossiers médico-hospitaliers, il faudra obtenir au préalable une autorisation écrite de la personne concernée par le dossier, laquelle, si elle est donnée, pourrait être limitée sur la période et le sujet;*

**EN CONSÉQUENCE, PLAISE À LA COUR :**

**ACCUEILLIR** la demande d'exercer une action collective et **AUTORISER** l'exercice de l'action collective du Requérant contre l'Intimée;

**ATTRIBUER** à M. Marcel Gagnon le statut de représentant aux fins d'exercer cette action collective pour le compte du groupe des personnes physiques ci-après décrit :

*Toute personne qui, le 20 février 2020, était à bord de la remontée mécanique de type télécabine de la station de ski Mont-Sainte-Anne au moment où celle-ci s'est anormalement et brusquement arrêtée.*

**IDENTIFIER** comme suit les principales questions de fait et de droit qui sont traitées :

- *L'Intimée a-t-elle causé des dommages aux membres du groupe suite au dysfonctionnement de la remontée mécanique de type télécabine opérée par elle survenu le 20 février 2020, vers 10h00 ?*
- *L'intimée est-elle responsable de ces dommages?*
- *Quelle est la valeur des dommages causés à chaque membre du groupe?*

**IDENTIFIER** comme suit les conclusions recherchées au fond qui s'y rattachent :

*« **ACCUEILLIR** l'action en dommages-intérêts du Requérant et de chacun des membres du groupe;*

***DÉCLARER** l'Intimée responsables des dommages subis par le Requérant et chacun des membres du groupe;*

***CONDAMNER** l'Intimée à payer à M. Marcel Gagnon la somme de 22 000,00 \$ avec intérêts et indemnité additionnelle à compter de l'assignation;*

***CONDAMNER** l'Intimée à indemniser les membres du groupe pour les dommages subis avec intérêts et indemnité additionnelle à compter de l'assignation;*



**RÉSERVER** le droit pour chacun des membres de réclamer des dommages additionnels dans les trois ans du jugement final à intervenir;

**LE TOUT** avec frais de justice, y compris les frais d'expertise, tant pour la préparation du rapport que l'assistance à la Cour, ainsi que les frais d'avis; »

**DÉCLARER** qu'à moins d'exclusion, les membres du groupe seront liés par tout jugement à intervenir sur l'action collective de la manière prévue par la loi;

**FIXER** le délai d'exclusion à 60 jours de la date de l'avis aux membres, délai à l'expiration duquel les membres du groupe qui ne se seront pas prévalus des moyens d'exclusion seront liés par tout jugement à intervenir;

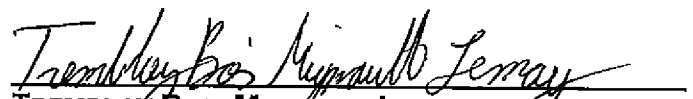
**ORDONNER** la publication dans les trois jours du jugement d'un avis aux membres selon les termes du projet d'avis aux membres R-2 et par la publication d'avis dans les journaux ainsi que par la transmission, aux frais de l'Intimée, de cet avis à l'adresse personnelle des membres du groupe qui peuvent être identifiés;

**RÉFÉRER** le dossier au juge en chef pour la détermination du district dans lequel l'action collective devra être exercée et désignation du juge pour l'entendre;

**ORDONNER** au greffier de cette Cour, pour le cas où l'action doit être exercée dans un autre district, de transmettre le dossier, dès décision du juge en chef, au greffier de cet autre district;

**LE TOUT** avec frais de justice, incluant les frais d'expertise, tant pour la préparation du rapport que l'assistance à la Cour.

QUÉBEC, ce 27 février 2020

  
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L.  
Avocats du Requéran


JSD/mf

## AVIS DE PRÉSENTATION

**PRENEZ AVIS** que la présente demande sera présentée devant le tribunal de la Cour supérieure, dans et pour le district de Québec le 21 mai 2020 à 9 h 00, en la salle 3.14, au palais de justice de Québec ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

**VEUILLEZ VOUS GOUVERNER EN CONSÉQUENCE.**

QUÉBEC, ce 27 février 2020

  
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L.  
Avocats du Requéant

JSD/mf

## Rechercher une entreprise au registre

### État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-02-27 11:44:38

#### État des Informations

##### Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1140868283
Nom	STATION MONT-SAINTE-ANNE INC.

##### Adresse du domicile

Adresse	2000 boul. du Beau-Pré Beaupré (Québec) G0A1E0 Canada
---------	---

##### Adresse du domicile élu

Nom de famille	Lucas
Prénom	Michelle

Adresse	2000, BOULEVARD DU BEAU-PRÉ BEAUPRÉ (QUÉBEC) G0A1E0
---------	---

##### Immatriculation

Date d'immatriculation	1994-08-01
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1994-08-01
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

##### Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	1994-07-29 Constitution

Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

#### Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2018-02-22
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2019-03-30 2018
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2021-04-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2020-04-01

#### Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

#### Fusion et scission

La personne morale a fait l'objet de fusion(s).

Type	Loi applicable	Date	Nom et domicile de la personne morale	Composante	Résultante
Fusion simplifiée	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38	2001-10-01	DÉVELOPPEMENT MONT-SAINTE-ANNE INC. 801, CH ST-LOUIS BUR 160 QUÉBEC QC G1S1C1	1140868358	1140868283
			IMMOBILIER MONT SAINTE-ANNE INC. 801, CH ST-LOUIS BUR 160 QUÉBEC QC G1S1C1	1140950305	

#### Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

#### Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

#### Activités économiques et nombre de salariés

##### 1<sup>er</sup> secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9653
Activité	Installations de ski
Précisions (facultatives)	Exploitation d'une station de ski

**2<sup>e</sup> secteur d'activité**

Code d'activité économique (CAE)	9699
Activité	Autres services de divertissement et de loisirs
Précisions (facultatives)	Activités de tourisme et de loisir

**Nombre de salariés**

Nombre de salariés au Québec  
De 500 à 749

**Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir****Actionnaires****Premier actionnaire**

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	RESORTS OF THE CANADIAN ROCKIES INC.
Adresse	1505 - 17TH AVENUE S.W. CALGARY (ALBERTA) T2T0E2

**Convention unanime des actionnaires**

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

**Liste des administrateurs**

Nom	MOELLER, LARRY
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	1505 - 17TH AVENUE S.W. CALGARY (ALBERTA) T2T0E2

**Dirigeants non membres du conseil d'administration**

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

**Fondé de pouvoir**

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

**Administrateurs du bien d'autrui**

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

## Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0001 - STATION MONT-SAINTE-ANNE INC. (Établissement principal)	ROUTE 360 VIA 138 BEAUPRÉ QC G0A1E0	Installations de ski (9653) Autres services de divertissement et de loisirs (9699)
0003 - L'ANECDOTE	100 rue du Beau-Mont Beaupré (Québec) G0A1E0 Canada	Autres types de commerce de détail (6599)
0002 - Golf Le Grand Vallon	100 rue du Beau-Mont Beaupré (Québec) G0A1E0 Canada	Clubs de golf (9651)

### Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

## Index des documents

### Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-03-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-02-22
Déclaration de mise à jour courante	2017-08-02
Déclaration de mise à jour courante	2017-07-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-03-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-04-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-04-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-04-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-04-02
Déclaration annuelle 2011	2012-03-30
Déclaration de mise à jour courante	2011-07-11
Déclaration annuelle 2010	2011-05-09
État et déclaration de renseignements 2009	2010-04-09
État et déclaration de renseignements 2008	2009-04-10
Déclaration annuelle 2006	2008-09-23
Avis de défaut	2008-07-02
État et déclaration de renseignements 2007	2008-04-09
Déclaration modificative	2008-01-04
Déclaration annuelle 2005	2005-11-18
Déclaration annuelle 2004	2005-02-03
Déclaration modificative	2004-02-04
Déclaration annuelle 2003	2004-02-02
Déclaration annuelle 2002	2003-01-23
Déclaration modificative	2002-05-14
Déclaration annuelle 2001	2001-12-05
Déclaration modificative de fusion	2001-10-09
Certificat de fusion	2001-09-27

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2000	2001-01-08
Déclaration annuelle 1999	1999-11-02
Déclaration modificative	1999-10-04
Déclaration modificative	1999-09-10
Déclaration modificative	1999-07-26
Déclaration annuelle 1998	1999-03-30
Déclaration annuelle 1997	1998-03-10
Déclaration annuelle 1996	1997-02-25
Déclaration annuelle 1995	1997-02-20
Avls de défaut	1996-06-08
Avls de défaut	1995-11-08
Certificat de modification	1995-01-05
Déclaration modificative	1994-10-20
Déclaration modificative	1994-10-11
Certificat de constitution	1994-08-01
Déclaration Initiale	1994-08-01

### Index des noms

Date de mise à jour de l'Index des noms 2017-07-27

#### Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
STATION MONT-SAINTE-ANNE INC.		1994-11-25		En vigueur
9007-8635 QUÉBEC INC.		1994-07-29	1994-11-25	Antérieur

#### Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Golf Le Grand Vallon		2017-07-27		En vigueur
L'ANECDOTE		2002-05-14		En vigueur

Québec 

© Gouvernement du Québec

<b>No:</b>	<b>COUR SUPÉRIEURE (Chambre civile) DISTRICT DE QUÉBEC</b>
<b>MARCEL GAGNON</b>	<b>Requérant;</b>
<b>C/</b>	
<b>STATION MONT STE-ANNE</b>	<b>Intimée;</b>
<b>PIÈCE R-1</b>	
<b>Nature: Dommages (05)</b>	
<b>Me Jean-Sébastien D'Amours jsdamours@tremblaybois.ca Avocat du requérant</b>	<b>Réf. : 900-IMED Casier 4 / BT-0375</b>
<b>TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY</b>	
<b>S.É.N.C.R.L. AVOCATS</b>	
<b>Iberville Un</b>	<b>Téléphone : 418-658-9966</b>
<b>1195, avenue Lavigerie, bureau 200 Québec (Québec) G1V 4N3</b>	<b>Télécopieur : 418-658-6100 www.tremblaybois.ca</b>



## Projet d'avis aux membres

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE QUÉBEC

NO :

ACTION COLLECTIVE  
COUR SUPÉRIEURE  
(Chambre civile)

---

MARCEL GAGNON, résidant et domicilié au 27, rue  
Hanson, Gatineau province de Québec, J8Y 3M4,  
district de Gatineau,

Requérant

CI

STATION MONT-SAINTE-ANNE INC., personne  
morale ayant son siège au 2000, boulevard du  
Beau-Pré, Beaupré, district de Québec, G0A 1E0,  
district judiciaire de Québec,

Intimée

---

### AVIS AUX MEMBRES

---

**PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisé le [DATE] par jugement de l'honorable [juge] de la Cour supérieure, pour le compte des personnes physiques touchées par le dysfonctionnement de la remontée mécanique de type télécabine opérée par Station Mont-Sainte-Anne inc. survenu le 20 février 2020, vers 10h00 et faisant partie du groupe décrit ci-après, à savoir :

Toute personne qui, le 20 février 2020, était à bord de la remontée mécanique de type télécabine de la station de ski Mont-Sainte-Anne au moment où celle-ci s'est anormalement et brusquement arrêtée.

- 1) Le statut de représentant pour l'exercice de l'action collective a été attribué à monsieur Marcel Gagnon. L'adresse des avocats du représentant est comme ci-dessous :

**Tremblay Bois Mignault Lemay, s.e.n.c.r.l.**  
Iberville Un, bureau 200  
1195, avenue Lavigerie  
Québec (Québec) G1V 4N3  
Site web: [www.tremblaybois.ca](http://www.tremblaybois.ca)  
Courriel: [jsdamours@tremblaybois.ca](mailto:jsdamours@tremblaybois.ca)  
Téléphone : 1-833-658-8855

- 2) L'adresse de l'intimée est comme ci-dessous :

Station Mont-Sainte-Anne inc.  
2000, boulevard du Beau-Pré,  
Beaupré (Québec) G0A 1E0

3) *Les principales questions de fait ou de droit qui seront traitées sont les suivantes :*

Questions collectives

- *L'Intimée a-t-elle causé des dommages aux membres du groupe suite au dysfonctionnement de la remontée mécanique de type télécabine opérée par elle survenu le 20 février 2020, vers 10h00 ?*
- *L'intimée est-elle responsable de ces dommages?*

Questions individuelles

- *Quelle est la valeur des dommages causés à chaque membre du groupe?*

4) *Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :*

*« ACCUEILLIR l'action en dommages-intérêts du Requéran et de chacun des membres du groupe;*

*DÉCLARER l'Intimée responsable des dommages subis par le Requéran et chacun des membres du groupe;*

*CONDAMNER l'Intimée à payer à M. Marcel Gagnon la somme de 22 000,00 \$ avec intérêts et indemnité additionnelle à compter de l'assignation;*

*CONDAMNER l'Intimée à indemniser les membres du groupe pour les dommages subis avec intérêts et indemnité additionnelle à compter de l'assignation;*

*RÉSERVER le droit pour chacun des membres de réclamer des dommages additionnels dans les trois ans du jugement final à intervenir;*

*LE TOUT avec frais de justice, y compris les frais d'expertise, tant pour la préparation du rapport que l'assistance à la Cour, ainsi que les frais d'avis; »*

5) *L'action collective à être exercée par le représentant pour le compte des membres du groupe consistera en :*

- *Dommages-intérêts*

6) *Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur l'action collective;*

7) *La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure (sauf permission spéciale) est le [DATE]*

8) *Un membre qui n'a pas déjà formé de demande personnelle peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Québec par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion aux coordonnées suivantes :*

*Palais de justice de Québec  
À l'attention du greffe civil  
dossier n° [numéro]  
300, boul Jean Lesage  
Québec (Québec) G1K 8L2*

9) *Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur l'action collective est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion;*

10) *Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective;*

11) *Un membre peut faire recevoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable ou à un examen médical (selon le cas) à la demande des défendeurs. Un membre qui n'intervient pas à l'action*

*collective ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable ou à un examen médical que si le tribunal le considère nécessaire;*

**QUÉBEC, ce**

---

**TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L.**  
*Avocats du représentant*

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

No:	COUR SUPÉRIEURE (Chambre civile) DISTRICT DE QUÉBEC	
MARCEL GAGNON	Requérant;	
C/		
STATION MONT STE-ANNE		Intimée;
PIÈCE R-2		
Nature: Dommages (05)		
Me Jean-Sébastien D'Amours jsdamours@tremblaybois.ca Avocat du requérant	Réf. : 900-MED Casier 4 / BT-0375	
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.É.N.C. R.L. AVOCATS		
Iberville Un 1195, avenue Lavigne, bureau 200 Québec (Québec) G1V 4N3	Téléphone : 418-658-9966 Télécopieur : 418-658-6100 www.tremblaybois.ca	

No.:

COUR SUPÉRIEURE  
(Chambre civile)  
DISTRICT DE QUÉBEC

MARCEL GAGNON

Requérant;

C/

STATION MONT STE-ANNE

Intimée;

**DEMANDE POUR AUTORISATION D'EXERCER  
UNE ACTION COLLECTIVE  
ET POUR ÊTRE DÉSIGNÉ REPRÉSENTANT**  
(Art. 574 C.p.c.)

Nature: Dommages (05)

Me Jean-Sébastien D'Amours      Réf. : 900-/MED  
jsdamours@tremblaybois.ca      Casier 4 / BT-0375  
Avocat du requérant

**TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY**

S.E.N.C.R.L.  
AVOCATS

Iberville Un      Téléphone : 418-658-9966  
1196, avenue Lavigne, bureau 200      Télécopieur : 418-658-6100  
Québec (Québec) G1V 4N3      www.tremblaybois.ca